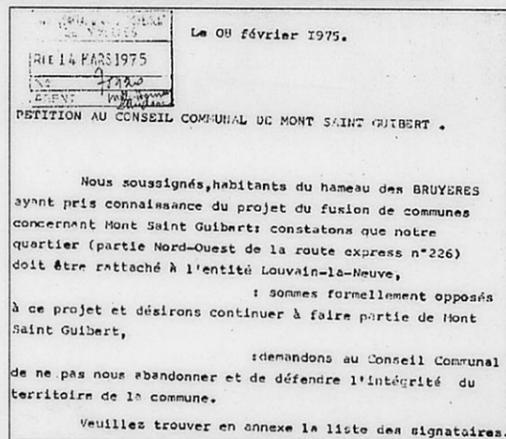


INÉDIT • Puisé dans les archives



Envoyé le 5 février par le gouverneur de la province de Brabant aux 108 communes de l'arrondissement de Nivelles, le Plan Michel relatif à la commune de Mont-Saint-Guibert fit l'objet d'une pétition dès le 8 février. Un record dans le genre.

Le premier signataire n'est autre que Jacques Ansiaux, échevin de Mont-Saint-Guibert. Le deuxième est Jacques Dabin, professeur à l'UCL. Suivent 23 signatures, représentant 80 habitants du petit hameau des Bruyères, situé au nord de l'actuelle N 25 et à l'ouest de la décharge (aujourd'hui le CETEM).

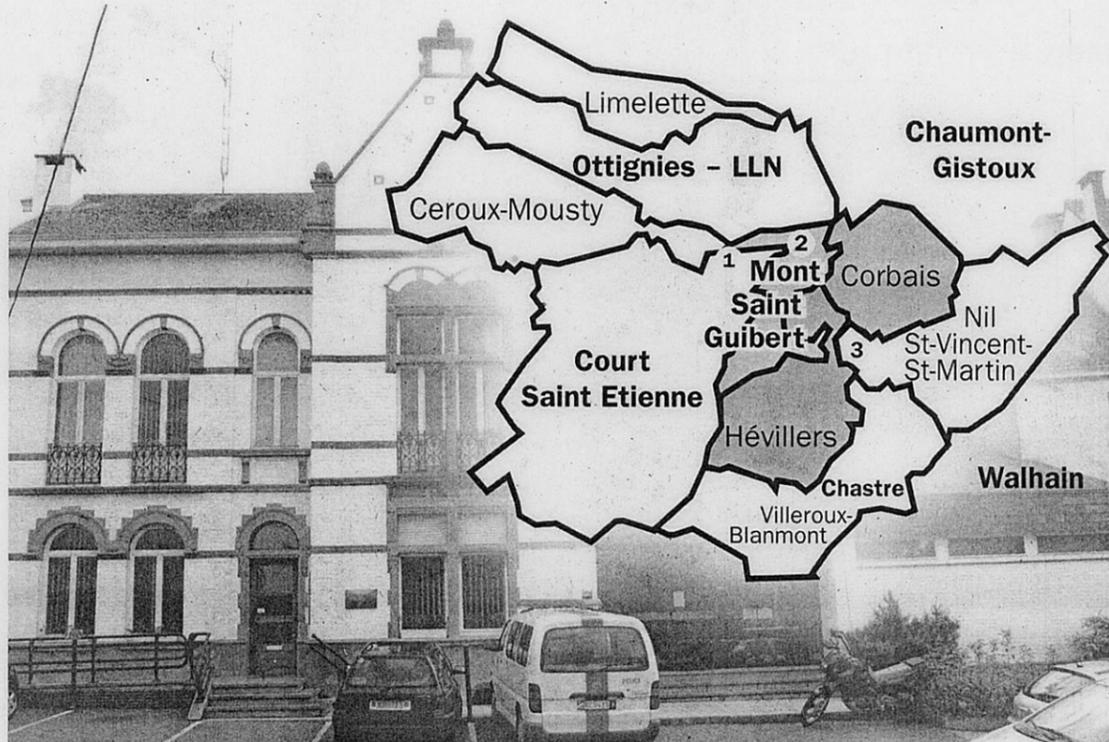
La pétition est déposée le 20 février au conseil communal et ce dernier prend fait et cause pour les habitants : cette cession « est sans nécessité réelle pour l'entité de Louvain-la-Neuve, elle compliquera la vie des habitants de ce quartier et elle est contraire au désir que ceux-ci ont exprimé. »

Mais le combat ne s'arrêtera pas là. Quelque temps plus tard, Jacques Dabin reprendra son bâton de pèlerin contre le projet de bretelle (la future N 238 vers Wavre) qui, au départ, passait en lieu et place de la rue de la Fontaine. Quant à Jacques Ansiaux, il arrêtera la politique et partira, peu de temps après les fusions, s'installer... dans le sud de la France.

S. V.

HISTOIRES DE FUSIONS • Mont-Saint-Guibert

# Mariages de raison à la sauce provençale



(1) À la pointe du Ruchaux, le Carmel de Profondval. (2) Au-delà de la N 25, le quartier des Bruyères s'est battu pour rester guibertin. (3) Pas de solution pour Al Vau, éclaté entre Chastre, Walhain et Mont-Saint-Guibert.

## Le pourquoi du comment

Le Plan Michel envisageait la possibilité d'une « grande » fusion entre les huit communes d'Ottignies-Louvain-la-Neuve (3), Mont-Saint-Guibert (3), Court-Saint-Étienne et Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin, le tout sous le nom de Louvain-la-Neuve. Bien entendu, il n'en a rien été.

### ● Pourquoi ?

Libéraux et sociaux-chrétiens locaux redoutaient le regroupement des masses ouvrières présentes à Henricot et dans les industries guibertines. Elles auraient donné une majorité absolue socialiste à la plus grande commune de l'arrondissement (8 970 ha), forte de 26 000 habitants (chiffres de 1976).

### ● Comment ?

Court-Saint-Étienne a été maintenue dans l'isolement, tout en lui ajoutant les hameaux de Limauges et de Tangissart. Nil a été envoyé vers Walhain. Résultat des élections 1977 : 2 maières libéraux et 2 chrétiens. Quant aux socialistes, ils se sont retrouvés partout dans l'opposition, sauf à Mont-Saint-Guibert.

## Brèves de fusion

### Les élections de 1970

● À Corbais, Émile Fabry (PSC) règne sans partage depuis 1953. En 1970, sa liste des Intérêts communaux remporte 5 sièges contre 2 pour les socialistes. Au collège : Joseph Léglise et Auguste Casse. À Héவில், en 1965, le flamboyant (et quelque peu mégalomane) Louis Giltaix (PSB) avait pris la succession de Victor Schequenne. Après deux ans, il rend son tablier, entraînant une cascade de démissions. Paul Duquenne (PSB, puis PLP) remporte la majorité absolue qu'il reconduit en 1970. Au collège, Jules Delfosse et Séverin Dewals. Enfin, à Mont-Saint-Guibert, Jean Moisse maintient la tradition d'un cartel PLP-PSB et remporte son premier mandat avec 6 sièges sur 9. Au collège : Franz Burny et Jacques Ansiaux.

### Les pamphlets de Clovis

● On savait rire à Héவில், particulièrement en période électorale. Le spécialiste des pamphlets était Albert Fergloute, dit Clovis. En témoignage ce morceau de bravoure de la campagne de 1970, descendant en flèche les listes de Christian Bourg (l'industriel de CP Bourg) et d'Émile Beauraing : « B.B. : Non ! Ce n'est pas Brigitte, la divine Bardot que, pendant six ans, nous aurions sur le dos. C'est l'équipe Bourg-Bauraind qu'on aurait sur les reins. »

### Beaurieux et Profondval

● À l'Ouest de Court-Saint-Étienne, une pointe de terre s'enfonçait dans Mont-Saint-Guibert. Et tout au bout, le carmel de Profondval. Au XIX<sup>e</sup> siècle, un maieur de Court-Saint-Étienne se serait opposé à la cession de cette enclave parce qu'il souhaitait s'y installer. À l'époque des fusions, le PSC était opposé à l'annexion du carmel par les Guibertins, de peur de perdre quelques précieuses voix dans l'aventure...

### Référendum à Corbais

● En mars 1975, la population de Corbais a été invitée à se prononcer, par voie postale, sur la fusion. Participation : 90,28 %. Pour une fusion : 32 %. Contre toute fusion : 59 %. En cas de fusion obligatoire, 86,55 % pour Mont-Saint-Guibert et 11,24 % pour Walhain.

### Wotrïn soutient Corbais

● Le Plan Michel prévoyait l'annexion par Ottignies de la partie corbaisienne (24 ha) du parc scientifique de Louvain-la-Neuve. Un investissement de 80 millions de F (2 millions €) était prévu par la S.A. Omnium Chimique. L'administrateur général de l'UCL soutiendra Corbais, écrivant au ministre que le fait qu'un parc dépende de plusieurs administrations n'est en rien un frein à son développement.

*Coincée entre Ottignies, trop envahissante, et Court-Saint-Étienne, trop socialiste, Mont-Saint-Guibert s'est battu pour une commune à « regard humain ».*

ENTRE vie rurale et tissu industriel, parsemée de petits cafés et de personnages haut en couleurs, chronique politique de trois petites communes entraînées dans la tourmente des fusions. En compagnie de Renée Tricot, Robert Saucin, José Pairet et Norbert Van Rymenam.

### Les deux Émile

Même si Émile Jadonon (PSB) et Émile Fabry (PSC) n'étaient pas du même bord, les bourgmestres de Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin et de Corbais s'entendaient bien. Au point d'envisager un destin commun pour leurs deux petites communes rurales, perchées du même côté de la N 4.

Mais le Plan Michel, reçu en février 1975, ne l'entendait pas de la même oreille. Mont-Saint-Guibert et Héவில், d'une part, et Walhain-Saint-Paul et Tourinnes-Saint-Lambert, d'autre part, sont regrou-

pés séparément, laissant le choix à Corbais et à Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin d'opter soit pour la fusion guibertine, soit pour l'entité walhinoise.

Fabry laisse aux électeurs la possibilité de se prononcer par référendum. Mont-Saint-Guibert est choisie à une écrasante majorité. Dès lors, Émile Jadonon fera voter la fusion avec Walhain-Saint-Paul et Tourinnes-Saint-Lambert.

### Des frontières primesautières

À regarder la carte de près, c'est vrai que pour Héவில் et Mont-Saint-Guibert, il n'y avait pas le choix. À de multiples endroits, la frontière sépare les jardins des maisons et les fermes des étables. Au point qu'un agriculteur disait que dans sa propriété « Les gens sont à Mont-Saint-Guibert et les bêtes à Héவில் ! »

Les limites jouent même des tours pendables, aux confins de Blanmont (Chastre), d'Héவில் et de Nil-Pierreux (Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin) au lieu-dit Al Vaux, près de la Tour sarrasine et du moulin.

Malgré les demandes d'Héவில், de Mont-Saint-Guibert et de la commune de Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin, qui

prend la peine d'énoncer toutes les parcelles cadastrales qu'elle était prête à céder à ses voisins, le ministre Michel reste sourd aux problèmes de poste ou d'immondices que cette situation abracadabrante provoquait et provoquait encore.

Même Robert Cluyse, le commissaire d'arrondissement, s'y met. À la suite d'une pétition des habitants d'Al Vaux, il dépêche un brigadier champêtre pour faire une enquête et engage le ministre à prendre en considération le vœu des habitants du hameau d'être rattachés à Héவில். En vain...

### Au Provençal

Mais la véritable histoire de la fusion de Mont-Saint-Guibert, loin de ses petites considérations de microchirurgie géographique, s'est jouée sur la N 4, au restaurant *Le Provençal*, chez Marchal. Là où le bourgmestre Jean Moisse avait ses quartiers généraux et où il rencontrait régulièrement les leaders libéraux et sociaux-chrétiens de la région. Philippe Grégoire, de Mont-Saint-Guibert, ou Werner Marchand, de Chastre...

Il fallait trouver une parade à cette proposition du Plan Michel qui envisageait la création

d'une énorme entité au centre du Brabant wallon, déjà envisagée lors du premier plan de fusion, proposé par le directeur de l'administration du ministère de l'Intérieur (le Plan Costard) et qui aurait englobé huit communes, totalisant 26 000 habitants et près de 9 000 hectares.

Une commune qui serait, à coup sûr, tombée dans l'escarcelle des socialistes, déjà en majorité absolue à Court-Saint-Étienne, Céroux-Mousty, Limelette et Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin. La suite, on la connaît. Les huit communes vont être réparties en quatre entités et de telle manière que les socialistes vont être éjectés de toutes les majorités, celle de Mont-Saint-Guibert exceptée.

### Le soutien du Rassemblement wallon

Un plan qui a d'autant mieux fonctionné qu'il pouvait compter sur l'appui du Rassemblement wallon, présent aux côtés du PLP et du PSC au gouvernement national. Ainsi, le RW approuvera la non-fusion de Court-Saint-Étienne en échange de l'autonomie de La Hulpe où se trouvait le député-bourgmestre Pierre Rouelle (RW). Et Marcel Bourlard,

chef de cabinet-adjoint du ministre François Perin, et, à l'époque, nouvel habitant de Walhain, fera le forcing pour maintenir Nil-Saint-Martin-Saint-Vincent dans l'entité walhinoise. Il s'en est fallu de peu que le centre géographique de la Belgique se retrouve dans le botroul du Brabant wallon !

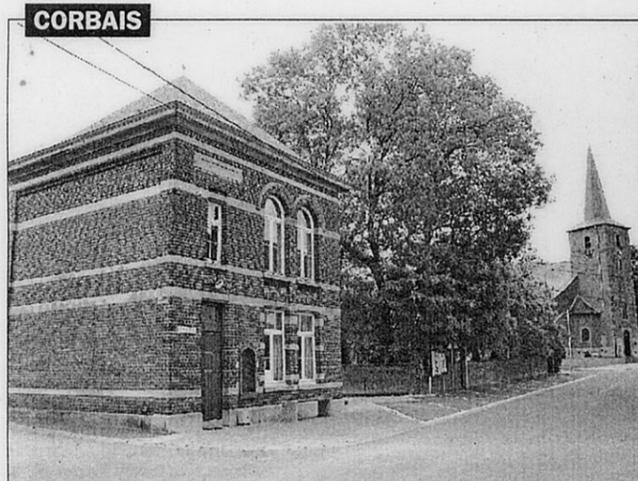
### Vers les élections

En juillet 1975, le conseil des ministres scelle le destin de Mont-Saint-Guibert, Corbais et d'Héவில். Jean Moisse propose de garder la même formule de cartel libéral-socialiste (présente à Mont-Saint-Guibert depuis 1958). Les chrétiens se regroupent derrière Émile Fabry et Christian Bourg lance sa propre liste « Lien ».

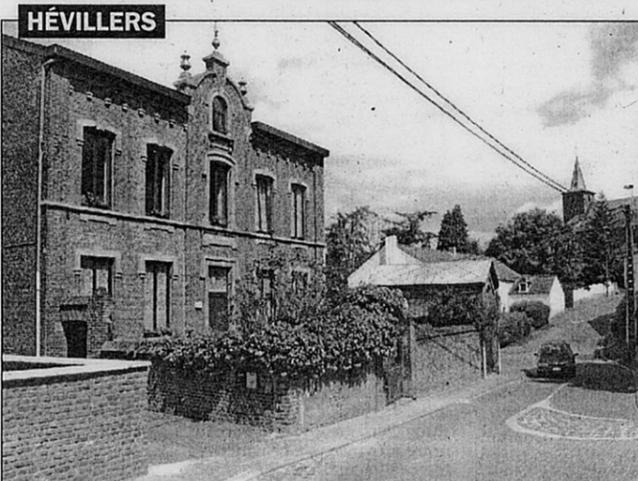
Ces premières élections d'octobre 1977 donneront une confortable majorité à Jean Moisse mais seront teintées d'amertume pour les habitants de Corbais. Isolés de l'autre côté de la N 4, fidèles à leur ancien bourgmestre, il leur faudra attendre les élections de 1988 et l'intégration d'Albert Everarts de Velp, chrétien actif de Corbais, dans l'équipe du bourgmestre pour se sentir enfin de plein pied dans la communauté guibertine.

Stéphane VANDEN EEDE

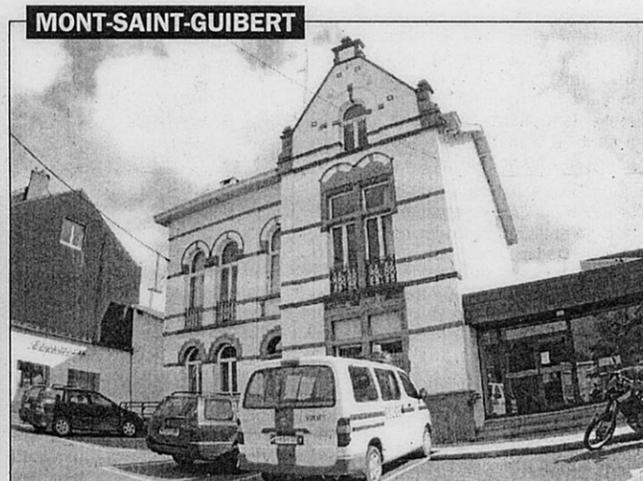
## QUE SONT DEVENUES LES MAISONS COMMUNALES ?



Pas plus à Corbais qu'à Héவில், les anciennes maisons communales n'abritent plus de services communaux. À Héவில், le bâtiment, plutôt cossu, a été revendu à des particuliers et transformé en habitation. Coïncidence : on y trouve notamment un studio occupé par une fonctionnaire



communale qui, au printemps 1976, fit dans ce bâtiment, ses premiers pas dans la vie professionnelle (lire notre article dans la page suivante). Plus modeste, l'ancienne maison communale de Corbais, elle, est toujours propriété de la commune. Un brin défraîchie, cette bâtisse, qui abrite le local de



l'amicale de 3 x 20 du village, est parfois surnommée le « cube » en raison de ses dimensions effectivement très carrées. Au rez-de-chaussée, sa façade comporte toujours une grande niche protégée par une grille, qui servait autrefois de valves pour l'affichage communal.

Bien plus grande que les deux autres, la maison communale de Mont-Saint-Guibert présente aujourd'hui une physionomie assez déroutante : sur la gauche, l'ancien corps de bâtisse ; sur la droite, une extension d'allure nettement plus moderne, où est logée notamment la salle du conseil.

V. Rocher